



PREFECTURE DU RHONE

Lyon, le 11 JUL. 2005

DIRECTION
DE L'ADMINISTRATION GENERALE

Bureau de l'environnement
et des installations classées

Affaire suivie par Ghislaine BENSEMHOUN
☎ : 04 72 61 61 51
Fax : 04 72 61 64 26

ARRETE

**imposant des prescriptions complémentaires
à la société AVERY DENNISON MATERIALS FRANCE
7, rue Pierre Poizat à BOURG-DE-THIZY**

*Le Préfet de la zone de défense Sud-Est
Préfet de la région Rhône-Alpes
Préfet du Rhône
Officier de la Légion d'Honneur*

- VU le code de l'environnement -partie législative - notamment l'article L512-3 ;
- VU le décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977 modifié ;
- VU le décret du 6 mai 1998 relatif à la surveillance de la qualité de l'air et de ses effets sur la santé et sur l'environnement, aux objectifs de la qualité de l'air, aux seuils d'alerte et aux valeurs limites ;
- VU l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- VU l'arrêté interpréfectoral Ain-Rhône du 28 juillet 2004 instituant, dans l'agglomération lyonnaise et dans le département du Rhône, un dispositif de communication en cas d'épisode de pollution atmosphérique par le dioxyde de soufre et/ou le dioxyde d'azote et/ou l'ozone et/ou les particules fines ;

../..

VU l'arrêté interpréfectoral Ain-Rhône du 29 juillet 2004 relatif aux mesures d'urgence pouvant être mises en œuvre dans l'agglomération lyonnaise et le département du Rhône en cas d'épisode de pollution atmosphérique par le dioxyde de soufre et/ou le dioxyde d'azote et/ou l'ozone ;

VU l'arrêté préfectoral du 13 juillet 1998 modifié régissant le fonctionnement des activités exercées par la société AVERY DENNISON MATERIALS FRANCE dans son établissement situé 7, rue Pierre Poizat à BOURG-DE-THIZY ;

VU le courrier en date du 12 mai 2004 invitant la société AVERY DENNISON MATERIALS FRANCE à présenter les différentes mesures de réduction temporaire des émissions de composés organiques volatils susceptibles d'être mises en œuvre dans son établissement de BOURG-DE-THIZY en cas de dépassement ou de risque de dépassement des seuils d'alerte à l'ozone tels qu'ils sont définis dans le décret modifié du 6 mai 1998 précité ;

VU la réponse en date du 9 juin 2004 de la société AVERY DENNISON MATERIALS France ;

VU le rapport en date du 18 avril 2005 de la direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, service chargé de l'inspection des installations classées ;

VU l'avis du conseil départemental d'hygiène exprimé dans sa séance du 26 mai 2005 ;

CONSIDERANT que dans le cadre de l'action de réduction des émissions atmosphériques lors de pics de pollution, il est apparu nécessaire de définir précisément, pour chaque établissement industriel concerné, les mesures qui sont attendues en cas d'épisode de pollution par l'ozone, et d'introduire ces mesures dans les prescriptions réglementant ses activités ;

CONSIDERANT que, dans le département du Rhône, il a été retenu de traiter, dans un premier temps, en priorité les établissements industriels émettant plus de 100 tonnes par an de composés organiques volatils ;

CONSIDERANT que l'usine de BOURG-DE-THIZY exploitée par la société AVERY DENNISON MATERIALS France fait partie des établissements émettant plus de 100 tonnes par an de composés organiques volatils ;

CONSIDERANT qu'il y a donc lieu de fixer, pour cet établissement, sur la base des éléments communiqués par l'exploitant dans son courrier du 9 juin 2004 susvisé, les mesures d'urgence à mettre en œuvre en cas d'épisode de pollution atmosphérique par l'ozone pour lequel le dépassement prévu ou constaté porte sur le seuil de 240 $\mu\text{g}/\text{m}^3$ et sur celui de 300 $\mu\text{g}/\text{m}^3$;

CONSIDERANT, en outre, qu'il convient d'imposer à l'exploitant la réalisation d'une étude détaillée de ses installations en vue de définir les mesures à mettre en œuvre dans le cas d'un épisode de pollution par l'ozone pour lequel le dépassement prévu ou constaté porte sur le seuil de 360 $\mu\text{g}/\text{m}^3$, seuil d'alerte le plus élevé ;

CONSIDERANT dès lors qu'il convient de faire application des dispositions de l'article 18 du décret du 21 septembre 1977 susvisé ;

SUR la proposition du secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E :

ARTICLE 1er

Dans le cadre de l'arrêté interpréfectoral Ain – Rhône du 29 juillet 2004 susvisé, la société **AVERY DENNISON MATERIALS France** est tenue de mettre en œuvre, dans son établissement de **BOURG-DE-THIZY**, en cas de pollution par l'ozone et lorsque le préfet du Rhône décide la mise en œuvre de tout ou partie des mesures d'urgence définies à l'article 8 de l'arrêté du 29 juillet 2004 précité, les actions définies ci-après et transcrites dans l'arrêté préfectoral du 13 juillet 1998 modifié réglementant l'ensemble de l'établissement selon l'article 2 du présent arrêté.

ARTICLE 2

L'article 4 du titre deux de l'arrêté préfectoral du 13 juillet 1998 modifié susvisé est complété comme suit:

« « « « «

4.10. – Mesures d'urgence

Dans le cadre de l'arrêté interpréfectoral Ain-Rhône du 29 juillet 2004 relatif aux mesures d'urgence pouvant être mises en œuvre dans l'agglomération lyonnaise et le département du Rhône, l'exploitant doit mettre en place les dispositions suivantes en cas d'épisode de pollution atmosphérique par l'ozone :

4.10.1 - Actions de type 3 :

- Sensibilisation des personnels et prestataires vis à vis de l'existence d'un pic d'ozone nécessitant de renforcer la lutte contre les émissions de composés organiques volatils.
- Stabilisation des paramètres de fonctionnement des unités ou ateliers de production générateurs de composés organiques volatils.
- Report d'opérations de maintenance et d'entretien émettrices de composés organiques volatils telles que les opérations nécessitant un dégazage des installations, l'ouverture de capacités et équipements contenant des composés organiques volatils, les travaux de réfection, nettoyage et peinture d'installations, (liste non exhaustive).

4.10.2 - Actions de type 4 :

- Report des opérations de chargement et déchargement de produits générateurs de composés organiques volatils si absence ou indisponibilité d'équipements récupérateurs des vapeurs.
- Report de démarrage d'unités, d'ateliers ou d'activités pouvant générer des composés organiques volatils.
- Actions de type 3 définis ci avant.

Nota : Les mesures décidées par l'exploitant pour la sécurité de ses installations sont prioritaires sur les actions de types 3 et 4

4.10.3 – Actions de type 5

Afin que les actions de type 5 soient arrêtées, l'exploitant remet au plus tard pour le 1^{er} mars 2006 au Préfet une étude détaillée de ses installations dont l'objectif est de définir des mesures ultimes d'urgences à caractère temporaire de réduction des émissions de composés organiques volatils telles que la baisse de production ou l'arrêt de tout ou partie des ses installations ainsi que toutes autres mesures pertinentes.

Ces mesures seront quantifiées et justifiées sur la base des valeurs annuelles de rejets en composés organiques volatils des différentes installations ainsi que d'après la nature des composés organiques volatils rejetés et leur contribution à la production d'ozone atmosphérique. Les équipements et installations de captage et de traitement des composés organiques volatils seront présentés dans cette étude.

Les conséquences directes ou indirectes de ces mesures sur l'environnement, la santé et la sécurité ainsi que les procédures internes et délais de déclenchement de ces mesures devront également être étudiés.

4.10.4 -

En cas d'épisode de pollution atmosphérique par l'ozone, l'exploitant est informé de la mise en œuvre des mesures d'urgence ainsi que de leur levée selon les dispositions prévues par l'arrêté interpréfectoral Ain – Rhône du 29 juillet 2004 relatif aux mesures d'urgence pouvant être mises en œuvre dans l'agglomération lyonnaise et le département du Rhône.

4.10.5 -

Information de l'inspection des installations classées

L'exploitant informe, dans un délai de 24 heures à compter de la réception du message d'alerte relatif à la mise en œuvre des mesures d'urgence, l'inspection des installations classées, des actions mises en œuvre pour réduire les émissions de composés organiques volatils.

Le contenu et la forme de cette information sont fixés en accord avec l'inspection des installations classées.

Autosurveillance – bilans mensuels

Pour les mois au cours desquels l'exploitant est destinataire de messages d'alerte imposant la mise en œuvre de mesures d'urgence, il transmet à l'inspection des installations classées, dans le cadre de la surveillance des rejets, un bilan complet des actions temporaires de réduction des émissions de composés organiques volatils.

Le contenu et la forme de ce bilan sont fixés en accord avec l'inspection des installations classées.

Archivage

L'exploitant archive pendant une durée minimale d'une année, les messages d'alerte relatifs à la mise en œuvre des mesures d'urgence ainsi que les informations et bilans transmis à l'inspection des installations classées dans le cadre de la mise en œuvre des mesures d'urgence.

ARTICLE 3

1. Une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de BOURG-DE-THIZY, à la sous-préfecture de Villefranche-sur-Saône et à la préfecture du Rhône (Direction de l'Administration Générale -3ème Bureau) et pourra y être consultée.
2. Un extrait du présent arrêté sera affiché en mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du maire.
3. Le même extrait sera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement par les soins de l'exploitant.
4. Un avis sera inséré par les soins du préfet et aux frais de l'exploitant dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département.


ARTICLE 4

Délai et voie de recours (article L 514.6 du code de l'environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

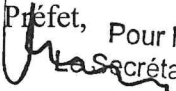
ARTICLE 5

Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Villefranche-sur-Saône et le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, inspecteur des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée :

- au maire de BOURG-DE-THIZY, chargé de l'affichage prescrit à l'article 3 précité,
- au directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
- au directeur départemental de l'équipement,
- au directeur, chef du service interministériel de défense et de la protection civile,
- à l'exploitant.

Pour copie conforme
La Secrétaire Administrative déléguée

Ghislaine BENSEMHOUN

LYON, le 11 JUIL. 2005

Le Préfet, Pour le Préfet

La Secrétaire Général,
Christophe BAY
